



Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XIII-2 | 2005

Décentralisation et participation citoyenne : une nouvelle répartition des pouvoirs en Angleterre ?

Avant-propos

Anémone Kober-Smith, Sylvie Nail et David Fée



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/3395>

DOI : 10.4000/rfcb.3395

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2005

ISBN : 2-911580-20-6

ISSN : 0248-9015

Référence électronique

Anémone Kober-Smith, Sylvie Nail et David Fée, « Avant-propos », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XIII-2 | 2005, mis en ligne le 01 avril 2005, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/3395> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.3395>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Avant-propos

Anémone Kober-Smith, Sylvie Nail et David Fée

- 1 Depuis le manifeste Conservateur de 1979¹, le concept de décentralisation a été utilisé par les gouvernements britanniques successifs pour justifier la réforme des services publics. Cette entreprise s'intègre dans un mouvement plus large de transformation des politiques publiques, identifié sous le terme *New Public Management* au début des années 1990, et qui ne se limite pas à la Grande-Bretagne². Ce mouvement repose sur la volonté de modifier la gestion des services publics en s'inspirant du modèle privé dans un souci d'efficacité accrue et de plus grande adaptation au contexte local. Il a eu pour conséquence une redistribution des pouvoirs entre les divers échelons administratifs, ce qui a contribué à l'affaiblissement des niveaux intermédiaires au profit du local et du global (la « *glocalisation* »³).
- 2 Ce volume se propose d'analyser les formes que prend la décentralisation en Angleterre depuis 1979. Nous avons retenu le terme décentralisation dans son sens le plus large. D'une part il s'agit de sa dimension géographique de dévolution, à savoir la création de nouvelles instances territoriales (*Regional Development Agencies*, mairie de Londres...). D'autre part, le terme est utilisé ici pour faire référence à la déconcentration des services publics qui implique à la fois un transfert des pouvoirs vers le local et une nouvelle forme d'administration reposant sur le partenariat, la gouvernance en réseaux et la participation citoyenne.
- 3 Trois grandes périodes émergent dans le domaine, correspondant à trois modèles administratifs : l'après-guerre et le modèle bureaucratique et hiérarchique ; les années de pouvoir conservateur et la gestion décentralisée ; enfin, depuis le milieu des années 1990, la mise en place progressive de la gouvernance en réseaux.

Le modèle bureaucratique de l'État-providence

- 4 Selon de nombreux chercheurs⁴, la volonté politique de décentraliser trouve son origine dans la période de l'après-guerre, marquée par un État-providence paternaliste chargé d'assurer un accès uniforme et égalitaire à des services publics de masse. Le système donnait le monopole décisionnel aux élus locaux, relayés par une hiérarchie

administrative et une caste de spécialistes. L'intérêt du public était le plus souvent défini sans consultation avec les usagers censés s'en remettre à l'opinion des experts. Pour toutes ces raisons, le système aurait abouti au mécontentement d'une partie des usagers vers la fin des années 1960 et à diverses initiatives locales permettant une plus grande participation du public. Ces initiatives se soldèrent en général par un constat d'échec.

Les conservateurs : le modèle de gestion décentralisée

- 5 De 1979 à 1997, pour des motifs idéologiques, politiques et financiers, les Conservateurs s'attachent à mettre en place une réforme radicale du système destinée à rendre le service public plus efficace et à l'écoute des usagers. Plusieurs stratégies sont mises en œuvre. Une première consiste en l'introduction de principes inspirés du privé telles que l'externalisation des services auxiliaires (*Compulsory Competitive Tendering*), la création d'agences d'exécution, la gestion par objectifs, la publication d'indicateurs de performance et le transfert de pouvoirs budgétaires vers les établissements (hôpitaux, écoles) dans un but de responsabilisation des acteurs. La seconde repose sur l'introduction de mécanismes de quasi marché fondés sur des relations contractuelles entre acheteurs et fournisseurs de service et la mise en concurrence de ces derniers, élargis au secteur privé et associatif. En théorie, ceci est censé permettre aux usagers mécontents d'exercer leur choix (*exit option* selon le modèle de Hirschman⁵) mais ces transformations s'opèrent au détriment du pouvoir des collectivités locales élues.

Vers un modèle de gouvernance locale en réseaux

- 6 Depuis les années 90 mais surtout depuis l'élection en 1997 du New Labour, la stratégie choisie est celle de la prise de parole (*voice option*) qui implique de remplacer le vieux modèle centralisateur par un modèle plus démocratique. Celui-ci doit faire la part belle à la participation de l'utilisateur promu citoyen. Un éventail de techniques – études de marché, enquêtes, services des réclamations, forums – a été mis en place à cet effet.
- 7 Aujourd'hui, il n'existe aucun secteur décisionnel où le gouvernement local soit en mesure d'agir seul. L'arrivée d'une multitude d'acteurs (*stakeholders*) issus du public, du privé et du secteur associatif, travaillant en partenariats, aboutit à la notion d'une gouvernance à niveaux multiples en réseaux, qui supprime parfois les structures locales élues. D'ailleurs, de plus en plus de programmes dépendent pour l'obtention de fonds de la formation de partenariats multisectoriels.
- 8 Ces réformes soulèvent un certain nombre d'interrogations. D'abord, en dépit de l'aspect novateur affiché de la Troisième voie⁶, moins centrée sur la gestion des dépenses et moins hostile au service public, on peut remarquer des convergences avec la politique des conservateurs, notamment l'accent mis sur la concurrence et l'évaluation des services publics. En outre, le transfert des pouvoirs au niveau local remet en question le principe fondamental de l'égalité d'accès aux services, que seul un système centralisé peut garantir. Par ailleurs, la multiplication des acteurs et la nécessité de travailler en réseaux entraîne des problèmes de coordination inter-

sectorielle, complexifie la structure des services publics et réduit la lisibilité de leur gestion.

- 9 Enfin, on note un décalage entre la rhétorique sur la participation citoyenne et le degré réel de transfert des pouvoirs (choix limité de l'usager, représentativité circonscrite des citoyens). Certains notent même que le discours centralisateur a abouti au paradoxe d'une plus grande centralisation, rendue possible par la suppression d'échelons intermédiaires et la mise en place de nouveaux mécanismes de contrôle par le centre.
- 10 Dans ce volume le cadre théorique est tout d'abord posé (Jérôme Tournadre-Plancq). Suit la question du transfert des pouvoirs à des agences décentralisées (Nicholas Sowers) et à la mairie de Londres (Timothy Whitton). Les articles suivants s'intéressent à la mise en place de la déconcentration administrative par secteur ainsi qu'à la gouvernance en réseaux et la participation citoyenne : l'emploi (Corinne Nativel), la culture (Cécile Doustaly), l'éducation (Jean-Noël Évanne), la santé (Anémone Kober-Smith), le logement (David Fée) et l'environnement (Sylvie Nail)

BIBLIOGRAPHIE

BURNS, Dany ; HAMBLETON, Robin & HOGGETT, Paul. *The Politics of Decentralization : Revitalising Local Democracy*. London: Macmillan, 1994, 304p.

DAWSON, Sandra & DARGIE, Charlotte. 'New Public Management : an assessment and evaluation with special reference to UK health', *Public Management Review*, vol.1, n° 4, 1999, pp. 459-481.

GIDDENS, Anthony. *The Third Way : The Renewal of Social Democracy*. Cambridge: Polity Press, 1998, 166p.

HIRSCHMAN, A.O. *Exit, Voice and Loyalty*. Cambridge (Massachusetts): Harvard University Press, 1970, 162p.

STOKER, Gerry. *Transforming Local Governance: From Thatcherism to New Labour*. London: Palgrave, 2004, 250 p.

NOTES

1. 'We will simplify and decentralise the service and cut back bureaucracy', *The Conservative Manifesto*, 1979.

2. Voir Sandra DAWSON & Charlotte DARGIE, 'New Public Management : an assessment and evaluation with special reference to UK health', *Public Management Review*, vol. 1, n° 4, 1999, pp. 459-481.

3. Voir Erik SWYNGEDOUW, 1997 in Corinne NATIVEL dans ce volume.

4. Par exemple, voir Dany BURNS, Robin HAMBLETON & Paul HOGGETT, *The Politics of Decentralisation : Revitalising Local Democracy*, London: Macmillan, 1994.

5. A. HIRSCHMAN, *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge (Massachusetts): Harvard University Press, 1970.
6. Voir Anthony GIDDENS, *The Third Way : The Renewal of Social Democracy*. Cambridge: Polity Press, 1998.